



LA FRANCE, UNE NATION POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT

Jean-François
Grilhault des Fontaines

62 ans, artisan intégrateur réseaux et telecom



Vincent **Crousier**

Suppléant, 43 ans, ingénieur informatique



Stopper la guerre de l'OTAN contre la Russie, cessez-le-feu immédiat et négociations pour refaire de cette région un **carrefour de civilisations et de développement entre l'Europe et l'Asie**, dans l'intérêt de tous les peuples.



Rendre à la France sa souveraineté économique (nationalisation de la Banque de France et séparation des banques), seule condition pour stopper l'inflation et assurer une renaissance industrielle, agricole, de nos services publics et de nos territoires.



Préserver nos jeunes de la drogue, des écrans et des GAFAM.
Ramener une éducation de qualité, l'art, la science et la philosophie au peuple !



Mettre fin au règne de Wall Street, de la City, de la Banque centrale européenne, des méga-banques et des paradis fiscaux, sans prendre de gants.



Élaborer une sortie de l'Union européenne technocratique et financière.
Pour **une Europe des États-nations**, tournée vers des investissements stratégiques, industriels et scientifiques.



Bâtir une nouvelle architecture de co-développement avec les BRICS. Appel aux diasporas à y participer.



Cessez-le-feu immédiat et reconnaissance de l'État Palestinien, négociations sur la base du **Plan Oasis** pour le partage de l'eau et de l'énergie au Moyen-Orient.

**Ne vous laissez pas voler l'élection, ni par les fauteurs de guerre, ni par les hypocrites de tous bords qui disent «paix» et réarmement à tout va !
Il nous faut une assemblée anti-guerre, anti-OTAN.**



AU BESOIN, PENSEZ À FAIRE UNE PROCURATION.

**SOUVERAINISTES ET
CITOYENS DU MONDE**

LE PARTI DE LA PAIX

SP

**Solidarité
& progrès**

Soutenu par
Jacques Cheminade

À TOUS LES FRANÇAIS

Pouvoir d'achat : Comment reprendre la main

Le but se situe dans la continuité des Jours Heureux, le programme du CNR* de mars 1944 que l'on adapte au contexte du XXI^{ème} siècle. Pour y arriver, les 3 étapes suivantes sont indispensables :

1 - Commission d'enquête publique : dettes publiques/dettes privées

90% de la dette publique provient du remboursement de l'émission monétaire faite d'emprunts (charge de la dette) aux banques privées avec un taux d'intérêt important au lieu d'utiliser les capacités du crédit productif public.

L'annulation d'une partie de la dette est possible en se basant sur un principe simple de tri :

- la dette liée à l'économie physique est légitime, l'économie a une finalité d'amélioration sociale et environnementale : la dette est liée à une action réelle ;
- la dette liée à la spéculation est illégitime, aucun lien avec l'activité économique réelle du pays : dette d'écriture présente uniquement sur les ordinateurs des banques.

2 - Stricte séparation des activités des banques : Glass-Steagall

Le but : 1/ protéger les dépôts des Français (épargnes, salaires, retraites...) des spéculateurs qui jouent avec 2/ remettre les banques au travail (soutien à l'économie réelle).

La séparation stricte entre notre argent et leur casino est une règle d'urgence saine qui consiste à séparer la banque de dépôt de la banque d'affaires spéculative.

La séparation stricte, c'est la mise en faillite organisée, quand la banque spéculative essuie des pertes au casino financier et devient insolvable : il n'y a pas d'impact sur l'argent des gens.

La séparation STRICTE empêche la garantie des risques de la partie spéculative. Le vrai rôle d'une banque c'est de prêter aux gens et aux entreprises, pas de jouer sur les marchés.

Les peuples n'ont pas à renflouer les banques en faillite, ni via les Etats, ni via la spoliation des dépôts ou le vol de l'épargne avec les taux négatifs. Quand on renfloue sans avoir d'argent, on impose l'austérité pour le trouver et on détruit la société : lits d'hôpitaux, personnels en moins, etc. Cela n'est pas juste.

3 - La banque nationale émet du crédit public pour du travail

L'État doit pouvoir émettre du crédit pour orienter l'argent vers les projets à finalité sociale et environnementale. C'est-à-dire équiper la société d'un socle de base améliorant la qualité de vie : transports ferroviaires, hôpitaux, écoles, centrales nucléaires, recherche, etc. Ainsi des emplois sont créés, le chômage diminue et les salaires augmentent.

L'argent ne va plus à la spéculation, mais au développement de l'économie physique réelle, pour construire le monde de demain basé sur l'humain.

Pour y arriver, nous devons :

- rompre avec le Traité de Lisbonne et les autres traités européens qui l'interdisent ;
- abroger les lois qui interdisent à la Banque de France de soutenir l'économie réelle ;
- protéger nos comptes du *bail-in*, qui est la spoliation des dépôts en cas de faillite d'une banque ;
- rétablir une vraie banque nationale sous contrôle citoyen pour notre pouvoir d'achat.

Reprendre la maîtrise de l'argent

